

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Lille, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALFRANCE

Route de Montagny
60440 Nanteuil-Le-Haudouin

Références : IC-R/089/25-VD/SF
Code AIOT : 0005101379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement VALFRANCE implanté Route de Montagny 60440 Nanteuil-le-Haudouin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALFRANCE
- Route de Montagny 60440 Nanteuil-le-Haudouin
- Code AIOT : 0005101379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société VALFRANCE est une coopérative agricole, dont l'activité principale consiste à stocker

des grains de céréales (blé, orge, escourgeon, maïs sec, avoine, colza, lin, pois, etc.), des produits phytopharmaceutiques et des engrais solides.

Les installations exploitées sur le site de Nanteuil-le-Haudouin sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 mai 1998 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 (modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2021).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Sans objet
7	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
8	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, aucune suite n'est envisagée.

L'exploitant veillera à compléter son organigramme avec la partie Maintenance.

Il se rapprochera de son prestataire quant à la qualification de l'état des courroies, et informera l'Inspection des conclusions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Les opérations de maintenance sont coordonnées au niveau du site par M. FILOCHE - responsable maintenance VALFRANCE. Il est responsable de l'enclenchement des actions directement. Il est rattaché au siège et a environ 31 sites plus le siège social dans son portefeuille. La personne qui coordonne la maintenance au niveau du site est indépendant du site. Des entreprises sous-traitantes peuvent intervenir sur des opérations de maintenance (selon le type d'intervention, toute l'année) en plus de l'équipe de M. FILOCHE (3 personnes au total). Un organigramme présentant l'organisation à l'échelle du groupe est disponible. La maintenance n'apparaît pas clairement sur celui-ci. L'outil de gestion utilisé pour suivre les opérations de maintenance s'appelle OGIV. Tous les documents y sont répertoriés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à compléter l'organigramme avec la partie Maintenance de M. FILOCHE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques.

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le budget alloué à la maintenance est établi suite à la définition des actions annuelles en revue de direction, puis par des points de suivi tous les 2-3 mois pour une définition des besoins ensemble. La modification de l'investissement ne peut se prendre que par la direction.</p> <p>Le budget est proposé en CODIR avec le directeur, les pôles amont et aval.</p> <p>Le suivi du budget se fait avec les équipes.</p> <p>Le budget annuel représente entre 2 et 2,3 M €/an.</p> <p>VALFRANCE traite 800 000 tonnes/an de céréales.</p> <p>Les arbitrages sont réalisés par la Direction et le responsable maintenance.</p> <p>Les effectifs alloués sont : 1 responsable maintenance + 2 adjoints.</p> <p>Les équipes de maintenance sont suffisantes au regard des charges prévues.</p> <p>Il existe un plan de formation géré par le service RH.</p> <p>Les formations sont internes et externes: habilitation électrique, nacelle, harnais, travail en hauteur, atex, levage, soudure, échafaudage.</p> <p>Elles ont lieu tous les 3 ans ou 5 ans.</p> <p>Les périodes atypiques (arrêts techniques, absence de personnel, rotation forte) sont correctement gérées.</p> <p>Il y a toujours 1 personne / lieu.</p> <p>Ce personnel est interchangeable.</p> <p>Les actions de maintenance se font majoritairement seule, sauf opération complexe (nacelle).</p> <p>Un contrat d'astreinte est réalisé avec différents prestataires (mécanique, électrique).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques.</p>

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé des conventions annuelles avec les entreprises extérieures. Un plan de prévention à l'année (par le responsable maintenance), ou ponctuel (géré par le chef de site) est réalisé (vu par ex: changement des traverses de la voie ferrée).</p> <p>L'exploitant s'assure que le personnel extérieur est formé aux opérations de maintenance par le plan de prévention. L'exploitant s'assure du niveau de compétence des sous-traitants au préalable lors de la signature de la convention, avec l'envoi des qualifications des personnels. L'exploitant sous-traite toujours avec les mêmes entreprises extérieures et avec le même personnel.</p> <p>En prévision, l'exploitant va mettre en place un système de QRCode avec habilitations intégrées. Il n'y a pas d'accueil sécurité formalisé. Il existe le plan de prévention et le plan de circulation, avec des consignes sécurité et une visite du site. L'organisation mise en place par l'exploitant pour assurer le suivi de l'opération de maintenance sous-traitée, est réalisée par le suivi fin de chantier et sa validation finale. Il y a des contrôles réguliers des interventions, pour vérifier la conformité, réalisés par le responsable maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p>

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Dans OGIV, par site, on retrouve le plan d'investissement avec les actions de maintenance, mais uniquement par le budget. L'organisation est réalisée par le responsable maintenance. L'exploitant prévoit le développement d'un outil de planification (logiciel). Les équipes sont affectés sur le site en fonction des maintenances à effectuer. Quand elles sont réalisées, c'est enregistré dans OGIV. Les priorités sont affectées pour chaque site. Les périodicités sont fixées par le responsable maintenance (test, entretien selon la durée de vie,...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'APC du 23 août 2010 reprend les éléments relatifs à la maintenance prédictive. Vu : rapport 2024, 3 courroies à remplacer sur extracteurs - le prestataire indique le choix D « danger immédiat » ; rapport 2025, même remarque. Les courroies avaient déjà été remplacées en 2020. Mais non remplacées suite au rapport, car l'exploitant estime que les courroies sont toujours en bon état et qu'un remplacement n'était pas nécessaire en 2024. Un remplacement des courroies est prévu en 2026 dans le cadre normal de l'entretien.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se rapprochera du prestataire pour évaluer ses éléments d'appréciations pour la qualification de l'état des courroies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Intervention de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26 mai 2014 Annexe I -point 3 Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 59 - Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes d'exploitation et de consignes de sécurité, afin de permettre la maîtrise des procédés sur son site. Ces consignes sont générales, pas spécifiques à un équipement donné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle des opérations de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p>

<p>Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le logiciel OGIV permet de vérifier le respect de la planification, en prévision (graissage, temps de fonctionnement, temps d'utilisation d'huile).</p> <p>Le responsable maintenance peut vérifier, par échantillonnage, les opérations effectuées par son équipe.</p> <p>Les essais post-intervention sont définis pour la remise en service de l'équipement maintenu.</p> <p>L'essai matériel est impératif, sinon le redémarrage ne peut pas avoir lieu.</p> <p>Le technicien sur place peut alors donner l'autorisation de redémarrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Art. 47 - Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>On retrouve les mesures prises en cas d'incident/accident lors d'une opération de maintenance dans le cadre de la procédure générale en cas d'accident/incendie.</p> <p>Il n'y a pas de document spécifique à la maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>